



Strasbourg, le 11 octobre 2018

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration n°337-2018 du 11 octobre 2018

Séance du : 11 octobre 2018
Sous la présidence de : Alain Fontanel - Président

Ont assisté à la séance : 15 membres
Absents excusés : 13 absents excusés dont 3 pouvoirs
Absent non excusé : /

Présents :

Claire ANTONY, Rosalie BEHRA, Jean-Luc BREDEL, Alain FONTANEL, Cora FRANÇOIS, Camille GANGLOFF, Ilana ISEHAYEK, Brice JEANNIN, Amy LIN, Séréna MANGANAS, Nicolas MATT, Gilles OLTZ, Michel SAMUEL-WEIS, Elie VENDRAND-MAILLET, Jean VERNE.

Pouvoirs :

Azzedine BOUFRIOUA donne pouvoir à Michel SAMUEL-WEIS
Benoît TOCK donne pouvoir à Jean-Luc BREDEL
Christine TRAUTMANN donne pouvoir à Alain FONTANEL

Absents excusés :

Azzedine BOUFRIOUA, Nicolas FOURGEAUD, Fabienne KELLER, Sophie KOHLER, Pascal MANGIN, Sara MARGUIER, Henri METZGER, Annick NEFF, Ada REICHART, Éric SCHULTZ, Darek SZUSTER, Benoît TOCK, Catherine TRAUTMANN.

9^{ème} point de l'ordre du jour Modification de l'état des emplois permanents de la HEARDélibéré

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

Vu l'avis favorable du Comité technique du 26 juin 2018 ;

- décide la transformation des emplois susmentionnés et suppressions des emplois qui en résulte ;
- décide la suppression de l'emploi susmentionné ;
- décide la création des emplois susmentionnés ;
- autorise la modification de l'état des emplois de la Haute école des arts du Rhin telle que présentée dans l'annexe n° 1.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois sont inscrits au budget de l'établissement.

Vote

Votants : 18
Pour : 18
Contre : -
Abstention : -

Adopté

Rendu exécutoire par transmission à la Préfecture le 22 octobre 2018
et affichage à la Haute école des arts du Rhin le 22 octobre 2018 à 11 heures.

Alain Fontanel
Président

REÇU EN PREFECTURE
le 22/10/2018

Application agréée E-legalite.com



Délibération du Conseil d'administration

n°337 - 2018 du 11 octobre 2018

Objet : Modification de l'état des emplois permanents de la HEAR

Exposé des motifs

1) Modification de l'organigramme des équipes techniques de la HEAR

Le départ à la retraite du régisseur du site de Mulhouse a donné l'opportunité de repenser l'organisation du service à l'échelle de la HEAR.

Ainsi le poste susmentionné a été transformé en poste de référent technique de site par délibération du Conseil d'administration du 5 juin 2018. Ont été sorties de la fiche de poste les missions hygiène et sécurité et pilotage des bâtiments. Elles seront mutualisées à l'échelle des deux sites et confiées au régisseur général qui aura en outre à sa charge la supervision de l'équipe technique des 2 sites de Strasbourg et Mulhouse.

Il est ainsi proposé de recalibrer le poste du référent technique de site de Strasbourg en régisseur général (cadres d'emplois de technicien à ingénieur) ainsi que le poste de concierge qui sera également référent technique de site (cadres d'emplois d'adjoint technique à technicien).

Après avis favorable à l'unanimité du Comité technique, il est proposé au Conseil d'administration de procéder à la modification de l'organigramme des équipes techniques, à la transformation des emplois et la suppression des postes actuels qui en résultent.

2) Transformation du poste d'assistant ressources humaines/ suppression du poste de comptable

Les missions dévolues à l'agent « assistant ressources humaines » sur le site de Mulhouse ont évolué en intégrant un important volet de tâches comptables et budgétaires. Cette évolution justifie le recalibrage du poste de la catégorie C à la catégorie B (Rédacteur) puisque qu'il ne s'agit plus de simples missions d'exécution mais de missions transversales et polyvalentes impliquant un niveau d'expertise intermédiaire.

Après avis favorable à l'unanimité du Comité technique, il est proposé au Conseil d'administration de procéder à la transformation du poste d'adjoint administratif en rédacteur et de supprimer le poste de comptable.

3) Transformation du poste de responsable de la médiathèque

Les missions de la responsable de la médiathèque ont évolué notamment du fait de son investissement dans le projet de nouvelle médiathèque commune à trois établissements d'enseignement supérieur qui sera mise en place sur le site de la Manufacture des tabacs. Dans cette perspective, l'agent a notamment la charge du pilotage de la convergence du système d'informations documentaires de la HEAR vers le système d'information partagé par le site alsacien d'enseignement supérieur. Elle pilote également la structuration des archives de l'établissement à l'échelle des trois sites. Bénéficiant auprès de sa collectivité d'origine d'une promotion interne sur le cadre d'emploi d'attaché de conservation du patrimoine, l'agent actuellement mis à disposition de la HEAR sera intégré à compter de novembre 2018 dans les effectifs de la HEAR. Dans cette perspective, il convient de supprimer le poste actuel et de créer le poste d'attaché de conservation du patrimoine.

Après avis favorable à l'unanimité du Comité technique, il est proposé au Conseil d'administration de procéder à la transformation du poste de bibliothécaire / assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques en bibliothécaire / attaché territorial de conservation du patrimoine.

4) Recalibrage des postes d'assistant communication

Dans le cadre de la politique de déprécarisation initiée par l'établissement depuis plusieurs années (mobilisation du dispositif Sauvadet, encouragement à la préparation des concours), il est proposé de recalibrer les deux postes d'assistant de communication de la HEAR actuellement en catégorie B en emploi d'assistant communication à temps complet, grades d'adjoint administratif à Rédacteur. Cet élargissement du calibrage permettra aux agents concernés d'être nommés stagiaires puis fonctionnaires sur le grade d'adjoint administratif dans l'attente de la réussite au concours de rédacteur.

5) Création d'un poste d'enseignant de français langue étrangère

Depuis 2015 la HEAR recrute par voie de vacance un professeur de « français langue étrangère » qui assure cet enseignement auprès des étudiants en musique, sur le site de l'Académie supérieure de musique et des étudiants en arts plastiques sur le site d'arts plastiques de Strasbourg.

Cet enseignement, représentant un volume de 240 heures annuel, bénéficie à un nombre croissant d'étudiants et constitue un cours obligatoire pour les élèves de l'Académie.

Il est proposé de pérenniser l'emploi en le créant au tableau des effectifs à compter du 1^{er} novembre 2018 pour une quotité de travail de 5.27/35èmes. Ce métier ne correspondant à aucun grade de la Fonction publique territoriale, l'emploi sera pourvu par recours à l'article 3-3 1^o, *lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes*. La rémunération correspondra à un tarif horaire de 36,21 euros brut.

7) Formation continue

Au regard du bilan positif de la mise en œuvre expérimentale d'une offre de formation continue, il est proposé de pérenniser les deux emplois de chargé de mission à temps non complet mis en place pour conduire ce projet. Il s'agit d'un poste d'assistant de formation continue à 50% d'un temps plein, calibré adjoint administratif à rédacteur et d'un poste de responsable formation continue à 75 % d'un temps plein, calibré attaché territorial à attaché principal.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration après en avoir délibéré :

Vu l'avis favorable du Comité technique du 26 juin 2018 ;

- décide la transformation des emplois susmentionnés et suppressions des emplois qui en résulte ;
- décide la suppression de l'emploi susmentionné ;
- décide la création des emplois susmentionnés ;
- autorise la modification de l'état des emplois de la Haute école des arts du Rhin telle que présentée dans l'annexe n° 1.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans le 22/10/2018 sont inscrits au budget de l'établissement.

REÇU EN PREFECTURE

le 22/10/2018

Application agréée E-legalite.com

99_DE-067-200028124-20181011-337_2018-DE

Annexe 1 à la délibération du Conseil d'administration du 11 octobre 2018 relative à la modification de l'état des emplois permanents de la HEAR

emploi transformé / créé / supprimé	Intitulé de l'emploi	Filière	Catégorie	cadres d'emplois	Calibrage : grade minimum de l'emploi	Calibrage : grade maximum de l'emploi	quotité de l'emploi	ETP de l'emploi	date à laquelle le poste est transformé / créé et à pourvoir	Motifs pour lesquels les postes peuvent être occupés par des agents non titulaires	Rémun. minimum	Rémun. maximum
Emploi transformé (supprimé)	Régisseur	Technique	B	Techniciens territoriaux	Technicien territorial	Technicien principal 1 ^{ère} classe	TC (100%)	1	01/11/2018			
Nouvel emploi créé	Régisseur général	Technique	B-A	Techniciens territoriaux Ingénieurs territoriaux	Technicien territorial	Ingénieur territorial	TC (100%)	1	01/11/2018	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 1 ^o ; 3-3 2 ^o Loi n°84-53	IM 339	IM 664
Emploi transformé (supprimé)	Conciergerie	Technique	C	Adjointes techniques territoriales Agents de maîtrise territoriaux	Adjoint technique territorial	Agent de maîtrise principal	TC (100%)	1	01/11/2018			
Nouvel emploi créé	Conciergerie référent technique de site	Technique	C	Adjointes techniques territoriales Techniciens territoriaux	Adjoint technique territorial	Technicien territorial	TC (100%)	1	01/11/2018	Art. 3-1 ; 3-2 Loi n°84-53	IM 325	IM 498
Emploi transformé (supprimé)	Assistant administratif polyvalent	Administrative	C	Adjointes administratives	Adjoint administratif de 2 ^{ème} classe	Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	TC (100%)	1	01/11/2018			
Nouvel emploi créé	Assistant ressources humaines et finances	Administrative	B	Rédacteurs territoriaux	Rédacteur territorial	Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe	TC (100%)	1	01/11/2018	Art. 3-1 ; 3-2 Loi n°84-53	IM 339	IM 582
Emploi transformé (supprimé)	Responsable de médiathèque	Culturelle	B-A	Bibliothécaires territoriaux Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Bibliothécaire Assistant de conservation	Bibliothécaire Assistant de conservation principal 1 ^{ère} classe	TC (100%)	1	01/11/2018			
Nouvel emploi créé	Responsable de médiathèque	Culturelle	A	Bibliothécaires territoriaux Attachés territoriaux de conservation du	Bibliothécaire Attaché de conservation du patrimoine	Bibliothécaire Attaché principal de conservation du patrimoine	TC (100%)	1	01/11/2018	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 1 ^o ; 3-3 2 ^o Loi n°84-53	IM 383	IM 793

RECU EN PREFECTURE
 le 22/10/2018
 Application agréée E-legalite.com

Pour information : Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Article 3-1 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et pour répondre à des besoins temporaires, les emplois permanents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi peuvent être occupés par des agents contractuels pour assurer le remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles en raison d'un congé annuel, d'un congé de maladie, de grave ou de longue maladie, d'un congé de longue durée, d'un congé de maternité ou pour adoption, d'un congé parental ou d'un congé de présence parentale, d'un congé de solidarité familiale ou de l'accomplissement du service civil ou national, du rappel ou du maintien sous les drapeaux ou de leur participation à des activités dans le cadre des réserves opérationnelles, de sécurité civile ou sanitaire ou en raison de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Les contrats établis sur le fondement du premier alinéa sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer. Ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent.

Article 3-2 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et pour les besoins de continuité du service, les emplois permanents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi peuvent être occupés par des agents contractuels pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Le contrat est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Il ne peut l'être que lorsque la communication requise à l'article 41 a été effectuée.

Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque, au terme de la durée fixée au deuxième alinéa du présent article, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

Article 3-3 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et sous réserve de l'article 34 de la présente loi, des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels dans les cas suivants :

1° Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ;

2° Pour les emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la présente loi ; [...]

Les agents ainsi recrutés sont engagés par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

Si, à l'issue de cette durée, ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée

REÇU EN PREFECTURE

le 22/10/2018

Application agréée E-legalite.com